



**Arrêté temporaire n°2025AT_0048
Portant réglementation de la circulation**

RD 316

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

- Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 3221-4 et L. 3221-5 ;
Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-21-1 ;
Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et le livre 1, 8ème partie, signalisation de temporaire ;
Vu le Code de la voirie routière ;
Vu le règlement départemental de voirie approuvé le 16 septembre 2016 ;
Vu la délibération du conseil départemental en date du 1er juillet 2021 relative à l'élection du président du conseil départemental ;
Vu l'arrêté départemental en date du 30 septembre 2024 portant délégation de signature ;
Vu la demande émise par Préfecture du Morbihan aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation de la circulation ;
Vu l'avis favorable du Maire de la commune de Larmor-Baden en date du 09/01/2025 ;
Vu l'avis favorable du Maire de la commune de Baden en date du 09/01/2025 ;

Considérant que des travaux de confortement de la digue de Pen en Toul, rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, il importe de prolonger l'arrêté SE2432193AT délivré le 10 janvier 2024 afin d'assurer la sécurité des usagers, du 16/01/2025 au 15/01/2026 sur la RD 316 du PR 6+0735 au PR 6+0860 sur le territoire de Larmor-Baden ;

ARRÊTE

Article 1

Du 16/01/2025 à 8h au 15/01/2026 à 17h30, la circulation des véhicules de plus de 19 tonnes est interdite sur la RD 316 du PR 6+0735 au PR 6+0860.

Article 2

Pendant la durée de la mesure, une déviation est mise en place pour tous les véhicules circulant de Vannes vers LARMOR-BADEN. Cette déviation emprunte l'itinéraire suivant :

- RD 101 du PR 9+0064 au PR 9+0095
 - RD 101 du PR9+0094 au PR11+0810
 - RD 316 du PR2+0108 au PR5+0244
 - à l'intersection de la rue gilles rio et de la rue du numer
- . Un plan matérialisant ladite déviation demeure ci-après annexé.

Article 3

Pendant la durée de la mesure, du 16/01/2025 à 8h au 15/01/2026 à 17h30, une déviation est mise en place pour les véhicules de plus de 19 tonnes circulant de LARMOR-BADEN vers VANNES. Cette déviation emprunte l'itinéraire suivant :

- rue anne caseneuve
- RD 101 du PR11+0759 au PR9+0138
- RD 101 du PR9+0028 au PR9+0016
- RD 316 au PR10+0303
- RD 101 au PR9+0017
- à l'intersection de la rue gilles rio et de la rue du numer

. Un plan matérialisant ladite déviation demeure ci-après annexé.

Article 4

La fourniture, la mise en place et la maintenance de la signalisation réglementaire du chantier seront à la charge de l'agence technique départementale et devront être conformes aux principes énoncés dans le manuel du chef de chantier édité par le CEREMA et à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié.

La signalisation de déviation sera mise en place et maintenue par l'agence technique départementale.

Article 5

Le présent arrêté sera apposé de façon lisible de part et d'autre du chantier et de la déviation.

Article 6

Le directeur des routes et de l'aménagement, le commandant du groupement de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du département (Morbihan.fr).

Fait à Vannes, le 13 janvier 2025

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Pour le Président du Conseil départemental,
et par délégation,

Le Directeur des routes et de l'aménagement

Xavier DOMANIECKI

DIFFUSION :

- *Monsieur le Maire de Larmor-Baden*
- *Monsieur le Maire de Baden*
- *Monsieur Le Préfet (Préfecture du Morbihan)*
- *GENDARMERIE 56*
- *Direction des affaires juridiques et des assemblées*
- *SAMU 56 VANNES*
- *SDIS 56*

ANNEXE :
*déviation***INFORMATIONS IMPORTANTES**

Délais et voies de recours : Le présent arrêté peut être contesté devant le tribunal administratif de Rennes dans le délai de **DEUX MOIS** à partir de sa publication.

Dans ce même délai, l'auteur de la décision peut être saisi d'un recours gracieux. L'absence de réponse expresse au terme d'un délai de deux mois suivant cette saisine fait naître une décision implicite de rejet.

Le recours gracieux prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans un délai de deux mois suivant la réponse au dit recours gracieux, qu'elle soit expresse ou implicite.

Informatique et liberté : Les informations recueillies vous concernant font l'objet d'un traitement informatique, auquel vous consentez, destiné à la gestion du domaine public routier départemental. Ce traitement s'inscrit dans le cadre suivant:

- le code général des collectivités territoriales, le code de la voirie routière, le code de la route, le code des relations entre le public et l'administration, le code général des impôts, le livre des procédures fiscales et le règlement départemental de voirie.

Les données enregistrées sont celles liées au formulaire ainsi que les informations que vous avez librement fournies. Ces données n'ont pas pour finalité une prise de décision automatisée. Elles sont destinées aux services instructeurs du Département et ne peuvent être communiquées, en cas de besoin nécessaire à l'instruction de votre situation, qu'aux destinataires dûment habilités et intervenant strictement dans le cadre de votre dossier, à savoir, en fonction de leurs missions :

- les communes, les communautés de communes, les communautés d'agglomération, les métropoles et tous les EPCI ayant une compétence dans le domaine de la voirie ;
- les services de la Direction Générale des Finances Publiques.

Vos données permettent également l'exercice des recours et leur gestion ainsi que l'établissement de statistiques et d'études techniques routières.

Les décisions sont notifiées à la personne ayant formulé la demande ainsi qu'aux mandants et à la collectivité du lieu d'occupation du domaine public routier. Les décisions portant arrêté de circulation soit permanent soit temporaire sont transmises aux services de police et de gendarmerie, aux services de secours tels que pompiers, SAMU.

Les données enregistrées sont conservées conformément aux prescriptions des archives départementales.

Conformément à la loi *informatique et libertés* du 6 janvier 1978, modifiée, et au *règlement général sur la protection des données*, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification aux informations qui vous concernent. Vous pouvez également définir le sort de vos données après votre décès. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant, sauf si ce droit a été écarté par une disposition législative.

L'ensemble de ces demandes doivent être adressées, en justifiant de votre identité, au délégué à la protection des données à l'adresse suivante: secrétariat général, 2 rue de Saint Tropez CS 82400 - 56009 Vannes cedex ou cil56@morbihan.fr.

Vous pouvez également introduire une réclamation auprès de la commission nationale de l'informatique et des libertés : 3 place Fontenoy - TSA 80715 - 75334 Paris cedex ou sur www.cnil.fr.

